ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 1er décembre 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des lois sur la milice", a donné le 28 décembre 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1ste december 1976 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie der dienstplichtwetten", heeft de 28e december 1976 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal qui est soumis à l'avis du Conseil d'Etat se borne à reprendre les articles de la coordination du 30 avril 1962 en tenant compte des modifications y apportées par la suite mais sans harmoniser la terminologie et la rédaction des différentes dispositions reprises dans ce projet.

Il ne contient pas les références qui doivent permettre de retrouver le texte originel de chaque disposition coordonnée.

Le Conseil d'Etat doit constater que le projet soumis à son avis ne constitue qu'une simple mise à jour d'un texte coordonné ayant subi plusieurs modifications.

Le Conseil d'Etat s'est efforcé d'établir une véritable coordination de la matière. Il doit cependant observer que dans le court délai qui lui a été imparti, il n'a pu collationner l'entièreté du texte néerlandais avec les textes originels postérieurs à 1962.

*

* *

Le projet d'arrêté de coordination soumis à l'avis du Conseil d'Etat soulève les observations suivantes :

.../...

- l'intitulé donné à ce projet ne peut être maintenu que si le Gouvernement a l'intention de reprendre les suggestions du Conseil d'Etat et de transformer le projet en une véritable coordination;

- l'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Les lois des 15 juin 1951, 5 juillet 1957, 16 août 1958, 8 mars 1962, 15 avril 1964 (article 3), 4 juillet 1964 (articles 1er à 10), 7 juillet 1966, 9 mai 1969, 22 juin 1972, 15 juillet 1974, 30 juillet 1974, 14 janvier 1975 (articles 46, 47, 48), 13 février 1975 (article 2), 13 juillet 1976 (articles 94, 95 et 111, 10°), 1er décembre 1976 (à l'exception des articles 18, 19 et 20) et l'arrêté royal du 11 février 1976 sont coordonnés conformément au texte annexé au présent arrêté".

- l'article 2 doit être omis, la loi du 1er décembre 1976 ayant fixé elle-même la date d'entrée en vigueur de ses dispositions.

*

* *

Observations sur le texte présenté comme une coordination.

.../...

CHAPITRE Ier.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Article 1er.

Alinéa 5 version néerlandaise :

Le texte légal porte "Lichtingsterkte" et non "Sterkte van het contingent" et d'autre part "tot vervulling van de werkelijke dienst" et non "tot vervulling van de militaire dienst".

Ces modifications ont été apportées par la coordination du 2 septembre 1957 et signalées en note, sans autre justification. Ces mêmes notes devront être reprises dans la présente coordination.

Alinéa 8, version néerlandaise : le texte légal porte "der" devant "dienstweigeraars".

Alinéas 9 et 10, version française : le texte légal porte "à une levée" et non "à la levée".

Alinéas 9 et 10, version néerlandaise : le texte légal porte "een volgende" et non pas "de volgende".

.../...

Alinéa 13 : cette disposition devrait, aux termes de la loi du 8 mars 1962 qui la crée, faire l'objet du dernier alinéa de l'article. Sa place logique est celle que lui donne le projet.

Note de bas de page.

Article 1er : article 1er de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 1er de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 1er de la loi du 8 mars 1962 et par l'article 1er de la loi du 1er décembre 1976.

En notes séparées : le texte légal dans sa version néerlandaise porte "lichtingsterkte".

Le texte légal dans sa version néerlandaise porte "tot vervulling van de werkelijke dienst".

CHAPITRE II.

L'intitulé de la loi du 15 juin 1951 a été modifié par la loi du 8 mars 1962, article 2.

Note de bas de page.

Intitulé du Chapitre II : loi du 15 juin 1951, modifiée par l'article 2 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 2.

§ 4, version néerlandaise :

- le texte légal porte "legerverband" devant "opgenomen";
- dans le texte légal, le mot "militaire" ne figure pas devant les mots "dienstplicht geëindigd";
- dans le texte légal, le mot "militaire" figure devant les mots "dienst opgeroepen worden".

Note de bas de page.

Article 2 : article 2 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 3 de la loi du 8 mars 1962.

Article 3.

§ 2, version néerlandaise : dans le texte légal - qui est la seule disposition subsistante de l'article 3 de la loi du 15 juin 1951 - le mot "militaire" ne figure pas devant "dienstplicht". Par contre, il figure dans les §§ 3, 4 et 5 introduits dans l'article 3 par la loi du 8 mars 1962. L'article 22 de la loi du 1er décembre 1976 ayant remplacé les mots "militaire dienstplicht" par les mots "militaire verplichtingen", il semble que cette substitution doive être étendue aux autres paragraphes de l'article, étant donné que le texte français utilise partout l'expression "obligations militaires".

.../...

Note de bas de page.

Article 3 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 4 de la loi du 8 mars 1962, par l'article 1er de la loi du 4 juillet 1964, par l'article 1er de la loi du 15 juillet 1974 et par les articles 2 et 22 de la loi du 1er décembre 1976.

CHAPITRE III.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Article 4.

§§ 3 et 4, alinéa 1er - version néerlandaise : le texte légal porte "belanghebbende"; la coordination du 2 septembre 1957 a introduit le terme "betrokkene" mais a laissé subsister le terme "belanghebbenden" à l'alinéa 2 du § 4.

§ 4, version néerlandaise : la loi du 8 mars 1962 a tantôt repris le terme "belanghebbenden" tantôt a estimé ne pas devoir le reprendre.

D'autre part, la loi du 15 juin 1951 utilise, elle aussi, le terme "betrokkene" à l'article 6, § 2.

.../...

§ 4, version néerlandaise : à la cinquième ligne de ce paragraphe, après les mots "telken jare" le texte légal ne porte pas de virgule.

Note de bas de page.

Article 4 : article 4 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 5 de la loi du 8 mars 1962.

Article 5.

Note de bas de page.

Article 5 : article 5 de la loi du 15 juin 1951.

Article 6.

Note de bas de page.

Article 6 : article 6 de la loi du 15 juin 1951.

Article 7.

§ 3, alinéa 3, version néerlandaise : le texte légal ne porte pas de virgule après le mot "afkeuring".

.../...

Note de bas de page.

Article 7 : article 7 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 3 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 6 de la loi du 8 mars 1962.

CHAPITRE IV.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Section Ière.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Article 8.

Note de bas de page.

Article 8 : article 8 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 7 de la loi du 8 mars 1962, à l'exception des mots "la mise à la disposition du Ministre des Affaires étrangères".

.../...

Section II.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Article 9.

Note de bas de page.

Article 9 : article 9 de la loi du 15 juin 1951.

Section III et A de la section.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Article 10.

§ 1er, 1°, alinéa 3 de la version néerlandaise : le texte légal porte "samengevoegd".

§ 1er, 1°, alinéa 8 de la version française : le texte légal ne porte pas de virgule après le mot "conditions".

§ 1er, 1°, alinéa 8 de la version néerlandaise : le texte légal porte "de wetten omtrent de inkomstenbelastingen" et non "de wetten op de inkomstenbelastingen".

.../...

Au § 1er, 1°, alinéa 9, ont été omis les mots "la Colonie et à" qui, dans le texte légal figurent devant le mot "étranger".

§ 1er, 1°, alinéa 9 de la version néerlandaise : le texte légal porte "der munt" et non "van de munt".

§ 1er, 4° de la version néerlandaise : le texte légal porte "dienstplichtig".

§ 1er, 7° de la version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "rekening".

§ 2, 1°: les mots "des quatre universités" ne correspondent plus à la réalité. Pour tenir compte de la situation actuelle, il faut écrire "d'une université".

Aux termes de l'article 25 de la loi du 1er décembre 1976, les modifications apportées au présent article 10 ne seront d'application qu'à partir de la levée de milice de 1978. Par conséquent, la coordination doit reprendre le texte actuellement en vigueur, c'est-à-dire celui qui résulte des modifications apportées aux lois coordonnées du 30 avril 1962 par la loi du 4 juillet 1974 et par l'arrêté royal du 11 février 1976.

Note de bas de page.

Article 10 : article 10 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 8 de la loi du 8 mars 1962, par l'article 2 de la loi du 4 juillet 1964, par l'article 1er de l'arrêté royal du 11 février 1976.

.../...

A partir de la levée de 1978 cet article doit être modifié conformément à l'article 3 de la loi du 1er décembre 1976 qui porte :

"Article 3._ A l'article 10 des mêmes lois coordonnées, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, 1°, alinéa 5, modifié par la loi du 4 juillet 1964, les mots "mais avant déduction des sommes prévues aux articles 15, § 1er, 5°, et 18, § 2, de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus" sont supprimés;

2° au § 3, les mots "ou de licencié en sciences nucléaires" sont remplacés par les mots "de docteur ou de licencié en sciences nucléaires";

3° au § 4, 1°, les mots "utile à l'armée" et "Ces branches de l'art de guérir sont déterminées par le Ministre de la Défense nationale" sont supprimés;

4° au § 4, le 5° est remplacé par la disposition suivante : "5° pour les inscrits qui résident effectivement et habituellement hors d'Europe".

Article 11.

§ 1er de la version néerlandaise : le texte légal porte "der aanvragen" et non "van de aanvragen".

.../...

Il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "om uitstel" et d'ajouter une virgule après les mots "buitengewoon uitstel", devant "waardoor".

Note de bas de page.

Article 11 : article 11 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 6 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 9 de la loi du 8 mars 1962.

B. (de la section).

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Article 12.

§ 1er, version française : il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "de paix et suit" et de supprimer la virgule après le mot "militaires".

§ 1er, 1°, version néerlandaise : il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "De ingeschrevene" et de remplacer le nombre "18" par le mot "achttien".

§ 1er, 2°, version néerlandaise : il y a lieu de mettre une virgule après le mot "voorwaarden".

.../...

§ 1er, 4°; la phrase commençant par "Toutefois" dans la version française et par "Evenwel" dans la version néerlandaise constitue un alinéa distinct dans la loi du 1er décembre 1976. Il faut rétablir cette division de façon à donner un sens à la référence figurant dans le e) du second alinéa du 5°bis.

§ 1er, 4°, alinéa 2, version néerlandaise : il faut écrire "rechthebbende".

§ 1er, 5°, alinéa 2, version néerlandaise : il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "volbracht", "lichaamsgebrek" et "afgedankt".

§ 1er, 5°, a) version française : il y a lieu d'écrire "militaire" et "résistant" au singulier.

§ 1er, 5°, dernier alinéa du a) version française : la référence à l'article 72 devient "73".

§ 1er, 5°, a) version néerlandaise : le texte légal commence par "Als militair" et non par "In de hoedanigheid van".

§ 1er, 5°, b) version néerlandaise : le texte légal commence par "Als krijgsgevangene" et non par "In de hoedanigheid van".

§ 1er, 6° (ancien 5°bis), alinéa 1er, version néerlandaise : il y a lieu d'écrire "één" aux deux premières lignes.

.../...

§ 1er, 6° (ancien 5°bis), a) version néerlandaise : le texte légal porte "als militair" et non "in de hoedanigheid van".

§ 1er, 6° (ancien 5°bis), d) version française : il faut écrire : "Force publique".

§ 1er, 9°, version néerlandaise : il ne faut pas de virgule après "De ingeschrevene".

§ 1er, 10°, version néerlandaise : le texte légal porte "dienstplichtige" après les deux premiers mots "De ingeschrevene".

§ 1er, 10°, version française : le texte légal porte "et" après "mère" et devant "qui".

§ 2, alinéa 1er, la référence "5°bis" doit être "6°".

§ 2, alinéa 2, le texte légal porte "deux frères" et non "plusieurs" dans le texte français et "twee broeders" et non "verscheidene" dans le texte néerlandais.

Aux termes de l'article 25 de la loi du 1er décembre 1976, les modifications apportées au présent article 12 ne seront d'application qu'à partir de la levée de 1978. Par conséquent, la coordination doit reprendre le texte actuellement en vigueur, c'est-à-dire celui qui résulte des modifications apportées aux lois coordonnées du 30 avril 1962 par les lois des 15 juillet et 30 juillet 1974.

.../...

Note de bas de page.

Article 12 : article 12 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 10 de la loi du 8 mars 1962 lequel a été modifié par l'article 2 de la loi du 15 juillet 1974, par l'article 1er de la loi du 30 juillet 1974 et par les articles 4 et 22 de la loi du 1er décembre 1976, ce dernier article, ne modifiant toutefois que la version néerlandaise.

A partir de la levée de 1978, cet article doit être modifié conformément à l'article 4 de la loi du 1er décembre 1976 qui porte :

"Article 4.- § 1er. A l'article 12, § 1er, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 30 juillet 1974, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par la disposition suivante :
"1° L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, après l'âge de 18 ans, a, durant cinq ans au moins, sa résidence effective et habituelle hors d'Europe";

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante :
"4° L'inscrit qui a au moins cinq frères ou soeurs en vie, a condition qu'aucun frère n'ait déjà bénéficié, comme membre d'une famille nombreuse, du sursis illimité, de la libération, de la désignation pour le contingent spécial ou de la dispense en temps de paix.

Toutefois, un second membre de la famille est en droit d'obtenir la dispense pour ce motif, à condition que le premier bénéficiaire soit décédé ou ait été sous les armes comme engagé volontaire depuis un ans au moins ou ait renoncé au bénéfice de cette dispense.

.../...

Si les conditions prévues au présent article 12, § 1er, 4°, sont remplies par plusieurs frères appartenant à la même levée et faisant valoir valablement leurs droits, la dispense n'est accordée qu'à l'aîné";

3° le 5°, modifié par la loi du 30 juillet 1974, est complété par les dispositions suivantes :

"N'est pas considéré comme service de frère :

a) le fait qu'un frère a acquis la qualité de militaire au centre de recrutement et de sélection et a été renvoyé dans ses foyers en attendant son appel sous les armes pour accomplir son terme de service actif, sauf s'il est décédé dans cette situation;

b) le fait qu'un frère milicien ait obtenu au cours de son terme de service actif un ou plusieurs congés d'urgence prévus à l'article 72 pour une durée dépassant la moitié du terme auquel il était astreint";

4° au 5°bis, inséré par la loi du 30 juillet 1974, les subdivisions a et c sont remplacées repectivement par les dispositions suivantes :

"a) au moins un membre mort pour la patrie en qualité de militaire, d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire, de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés pour autant que le décès soit la conséquence des faits dommageables ayant donné lieu à l'octroi de la pension, ou en raison de son attitude patriotique;

.../...

c) au moins un membre ayant la qualité d'agent ou d'auxiliaire de renseignements et d'action, de résistant, de prisonnier de guerre, de prisonnier politique, de déporté, de réfractaire ou de bénéficiaire d'une des dispositions légales ou réglementaires octroyant une pension pour invalidité due à des faits de guerre ou assimilés";

5° au 6° les mots "le 31 décembre de l'année pendant laquelle il a atteint 28 ans" sont remplacés par les mots "l'âge de 25 ans".

6° le § 1er est complété comme suit :

"8° L'inscrit qui justifie avoir eu sa résidence effective et habituelle hors d'Europe pendant une durée ininterrompue de cinq ans au moins précédant immédiatement le 31 janvier de l'année pendant laquelle il atteint l'âge de 18 ans et qui possède encore cette résidence au moment de l'introduction de sa demande de dispense.

Néanmoins, la dispense est retirée si le bénéficiaire fait l'objet d'une inscription aux registres de population d'une commune belge au plus tard le 31 décembre de l'année pendant laquelle il atteint l'âge de 23 ans.

La juridiction de milice qui a accordé la dispense est compétente pour statuer sur ce retrait. Elle est saisie par le Ministre de l'Intérieur.

Elle ne prononce qu'après avoir invité l'intéressé à présenter sa défense verbalement ou par écrit.

.../...

Dans tous les cas, la décision est réputée contradictoire.

Le retrait ne peut intervenir plus d'un an après l'inscription aux registres de population.

Lorsque le retrait est prononcé, l'intéressé est inscrit sur les listes de milice de la levée en cours.

9° L'inscrit qui est orphelin de père et mère et qui, en raison de son âge, n'a plus le droit d'obtenir les cinq premiers sursis et qui, au moment de l'introduction de sa demande, remplit depuis deux ans au moins les conditions fixées à l'article 10, § 1er, 7°".

§ 2. L'article 12, § 2, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 30 juillet 1974, est complété par la disposition suivante :

"Lorsque plusieurs frères font partie de la même levée et que le service de l'un peut être invoqué par un autre pour obtenir la dispense, le Ministre de la Défense nationale retarde l'appel sous les armes de celui qui le demande".

Section IV.

Note de bas de page.

Intitulé : article 11 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 13.

Note de bas de page.

Article 13 : article 13 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 11 de la loi du 8 mars 1962 puis par l'article 5 de la loi du 1er décembre 1976.

Section V.

Note de bas de page.

Intitulé : Loi du 15 juin 1951 - numérotage modifié dans la coordination du 30 avril 1962.

Article 14.

§ 2, alinéa 2, version néerlandaise : le texte légal ne reprend pas le mot "tot" après les mots "vrijstelling of ..."

§ 3. Ce paragraphe, qui provient de la loi du 15 juin 1951 comporte trois alinéas.

Les alinéas 2 et 3 qui ne sont plus d'application ne sont pas repris dans le projet.

§ 3, version néerlandaise : le texte légal porte le mot "gebreken" et non "lichaamsgebreken". Le terme "lichaamsgebreken" au § 3 y a été introduit par la coordination du 2 septembre 1957.

.../...

Note de bas de page.

Article 14 : article 14, §§ 1er, 2 et 3, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 12 de la loi du 8 mars 1962.

Section VI.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951, numérotage modifié lors de la coordination du 30 avril 1962.

Article 15.

§ 1er, 1°, des deux versions : la référence à l'article 71bis a été changée en "72".

§ 1er, 3°, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "wanbedrijven".

Au même alinéa, le texte légal porte les mots "voorzien onder" et non "omschreven bij"; cette dernière expression est conforme à la terminologie courante.

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "werd veroordeeld".

.../...

Note de bas de page.

Article 15 : article 15 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 13 de la loi du 8 mars 1962, par l'article 2 de la loi du 15 juillet 1974, par l'article 47 de la loi du 14 janvier 1975 et par l'article 22 de la loi du 1er décembre 1976.

Section VII.

Note de bas de page.

Intitulé : article 14 de la loi du 8 mars 1962.

Article 16.

Note de bas de page.

Article 16 : article 16 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 1er de la loi du 21 juin 1961, modifié par l'article 1er de la loi du 9 mai 1969 et par les articles 6 et 22 de la loi du 1er décembre 1976.

.../...

Section VIII.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951. Numérotage modifié dans la coordination du 30 avril 1962.

Article 17.

Note de bas de page.

Article 17 : article 17 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 1er de la loi du 7 juillet 1966, puis remplacé par l'article 7 de la loi du 1er décembre 1976.

Article 18.

Alinéa 1er, version française : écrire "Force publique".

Note de bas de page.

Article 18 : article 18 de la loi du 15 juin 1951 complété par l'article 8 de la loi du 1er décembre 1976.

Article 19.

Note de bas de page.

Article 19 : article 19 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

CHAPITRE V.

Section I.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Article 20.

§ 2, version néerlandaise : bien que le texte légal portât le mot "gebrekkigheden" et non "lichaamsgebreken" le Conseil d'Etat, lors de la coordination de 1962, a proposé de maintenir le terme de la coordination, avec une référence cependant dans la note de bas de page.

§ 3, alinéa ler, version néerlandaise : le mot "aanvoert", qui figure après le mot "redenen", doit figurer après le mot "militierechtscolleges".

Au § 3, alinéa 2, la référence à l'article 12, § ler, 8°, doit être modifiée en 9°, par mise en concordance.

Note de bas de page.

Article 20 : article 20 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 12 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 16 de la loi du 8 mars 1962 et par l'article 9 de la loi du ler décembre 1976.

.../...

Article 21.

Note de bas de page.

Article 21 : article 21 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 17 de la loi du 8 mars 1962.

Article 22.

Note de bas de page.

Article 22 : article 22 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 18 de la loi du 8 mars 1962 puis par l'article 10 de la loi du 1er décembre 1976.

Article 23.

Note de bas de page.

Article 23 : article 23 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 14 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 19 de la loi du 8 mars 1962.

Section II.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951. Numérotage modifié dans la coordination du 30 avril 1962 par suite de l'abrogation de la section II par l'article 15 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 24.

Note de bas de page.

Article 24 : article 25 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 20 de la loi du 8 mars 1962 et par l'article 11 de la loi du 1er décembre 1976.

Article 25.

Note de bas de page.

Article 25 : article 26 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 21 de la loi du 8 mars 1962.

Article 26.

Note de bas de page.

Article 26 : article 27 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 17 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 22 de la loi du 8 mars 1962 et par l'article 3 de la loi du 4 juillet 1964.

Article 27.

Note de bas de page.

Article 27 : article 28 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 28.

§ 1er, alinéa 3, version néerlandaise : la virgule après le mot "afwijzen" est à supprimer.

§ 3, alinéa 2, version française : le texte légal porte une virgule après le mot "probité".

Au même alinéa, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "geweten".

Note de bas de page.

Article 28 : article 29 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 18 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 23 de la loi du 8 mars 1962.

Section III.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951, numérotage modifié dans la coordination du 30 avril 1962.

Article 29.

§ 4, version française : la virgule après "fonctionnaire" doit être supprimée.

Note de bas de page.

Article 29 : article 30 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 30.

Version néerlandaise : le mot "hoger" après les mots "... neemt kennis van het ..." ne figure pas dans le texte légal. La note de bas de page devrait signaler que l'expression "beroep" a été remplacée par "hoger beroep", pour des raisons d'unification dans la terminologie.

Note de bas de page.

Article 30 : article 31 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 19 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 31.

Note de bas de page.

Article 31 : article 32 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 20 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 32.

Au 4° : le texte légal porte "sous pli recommandé" et "per aangetekend schrijven".

Note de bas de page.

Article 32 : article 33 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 21 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 24 de la loi du 8 mars 1962 et par l'article 12 de la loi du 1er décembre 1976.

Article 33.

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "mag de in artikel 32 voorziene" et non "... bepaalde".

Note de bas de page.

Article 33 : article 34 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 25 de la loi du 8 mars 1962.

Article 34.

Note de bas de page.

Article 34 : article 35 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 13 de la loi du 1er décembre 1976.

Article 35.

Note de bas de page.

Article 35 : article 36 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 22 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 36.

Note de bas de page.

Article 36 : article 37 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 37.

§ 3, version néerlandaise : le texte légal porte "als voorzien bij artikel 28, § 4, slechts".

Note de bas de page.

Article 37 : article 38 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 23 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 26 de la loi du 8 mars 1962.

Section IV - Des conseils de revision.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951 - Numérotage modifié dans la coordination du 30 avril 1962.

Article 38.

Au § 3, de la version française, il faut un point virgule après "le Roi".

Note de bas de page.

Article 38 : article 39 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 27 de la loi du 8 mars 1962 et par l'article 14 de la loi du 1er décembre 1976.

Article 39.

2°, version néerlandaise : il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "en selectiecentrum".

Note de bas de page.

Article 39 : article 40 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 28 de la loi du 8 mars 1962.

Article 40.

Alinéa 2, version néerlandaise : le texte légal porte "van de na verbreking", mais voir remarque formulée sous la Section V du présent chapitre.

Note de bas de page.

Article 40 : article 41 de la loi du 15 juin 1951.

Article 41.

Note de bas de page.

Article 41 : article 42 de la loi du 15 juin 1951.

Article 42.

Note de bas de page.

Article 42 : article 43 de la loi du 15 juin 1951.

Article 43.

Note de bas de page.

Article 43 : article 44 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 29 de la loi du 8 mars 1962 et par l'article 15 de la loi du 1er décembre 1976.

Article 44.

Alinéa 1er, version néerlandaise : le texte légal porte "gevallen, voorzien in 1° en 2° van artikel 39, wordt". En outre, il faut une virgule après les mots "stukken overleggen".

Note de bas de page.

Article 44 : article 45 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 30 de la loi du 8 mars 1962.

Article 45.

§ 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après "artikel 14, § 3".

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "artikel 42 voorzien".

§ 5, version française : le texte légal porte

"expertise" et non "examen".

Note de bas de page.

Article 45 : article 46 de la loi du 15 juin 1951.

Article 46.

§ 6, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "de keuring".

Note de bas de page.

Article 46 : article 47 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 31 de la loi du 8 mars 1962.

Article 47.

§ 2, alinéa ler, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "de zittijd".

Note de bas de page.

Article 47 : article 48 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 32 de la loi du 8 mars 1962.

Article 48.

Note de bas de page.

Article 48 : article 49 de la loi du 15 juin 1951.

Article 49.

Alinéa ler, version française : le texte légal porte "imposés" et non "imposée".

Note de bas de page.

Article 49 : article 50 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 33 de la loi du 8 mars 1962.

Section V.

Note de bas de page .

Intitulé : loi du 15 juin 1951. Numérotage modifié dans la coordination du 30 avril 1962.

Section V. Version néerlandaise : le texte légal porte "in verbreking" et non "in cassatie". Une note de bas de page devrait signaler que pour des raisons d'unification de la terminologie, l'expression "verbreking" a été remplacée par "cassatie". La même observation vaut pour les autres articles du projet où la même expression figure.

Article 50.

Note de bas de page.

Article 50 : article 51 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 51.

§ 2, version française : le texte légal porte "sous pli recommandé".

Note de bas de page.

Article 51 : article 52 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 25 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 34 de la loi du 8 mars 1962 et par l'article unique de la loi du 22 juin 1972.

Article 52.

§ ler, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "Binnenlandse Zaken".

§ 3, version française : il faut un point après "intéressé".

Note de bas de page.

Article 52 : article 53 de la loi du 15 juin 1951.

Article 53.

Au § ler, version néerlandaise, il faut des virgules après "herkeuringsraad" et, au § 2, après "beslissing".

.../...

Note de bas de page.

Article 53 : article 54 de la loi du 15 juin 1951.

Section VI.

Note de bas de page.

Intitulé : Loi du 15 juin 1951 - numérotage modifié lors de la coordination du 30 avril 1962.

Article 54.

Note de bas de page.

Article 54 : article 55 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 36 de la loi du 8 mars 1962.

Article 55.

Note de bas de page.

Article 55 : article 56, §§ 1er et 2, de la loi du 15 juin 1951.

Article 56.

Note de bas de page.

Article 56 : article 56, § 3, de la loi du 15 juin 1951.

Article 57.

Alinéa ler, version française : il faut une virgule après "centre".

Note de bas de page.

Article 57 : article 57 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article ler de la loi du 13 février 1975.

Article 58.

§ 3, version néerlandaise : il faut supprimer la virgule après "aanmeldt".

Note de bas de page.

Article 58, §§ ler et 2 : article 58 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 27 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 58, § 3 : article 65 de la loi du 15 juin 1951.

Article 59.

§ ler, alinéa ler, version néerlandaise : le texte légal porte "De geneesheer die aan het hoofd staat van ...".

§ 2, version française : le texte légal porte "s'il échet".

.../...

Note de bas de page.

Article 59 : article 59 de la loi du 15 juin 1951.

Article 60.

Il y a lieu de supprimer la virgule après le mot "médecin" et après le mot "geneesheer".

Note de bas de page.

Article 60 : article 60 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 37 de la loi du 8 mars 1962.

Article 61.

Note de bas de page.

Article 61 : article 61 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 38 de la loi du 8 mars 1962.

Article 62.

Au deuxième alinéa : la référence à l'article 85 doit être changée en "article 86" par suite de la suppressio de l'article 71bis.

.../...

Note de bas de page.

Article 62 : article 62 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 39 de la loi du 8 mars 1962.

Article 63.

§ 2, version française : la virgule qui figure après le mot "garnison" doit figurer après le mot "éventuellement".

Au même paragraphe, in fine, le texte légal porte "au centre de sélection" et non "au centre de recrutement et de sélection". A noter qu'il y a une discordance entre la version française et la version néerlandaise, où le texte légal porte "... in het recruterings- en selectiecentrum".

Dans son avis sur le projet de coordination devenu l'arrêté royal du 30 avril 1962, le Conseil d'Etat avait proposé de maintenir le texte du projet de coordination avec une référence en bas de page (1). Le Gouvernement avait suivi l'avis sans toutefois faire la référence suggérée laquelle est pourtant nécessaire.

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "instructieperiode" et non "opleidingsperiode".

.../...

(1) Le texte légal porte "au centre de sélection".

Note de bas de page.

Article 63 : article 63 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 29 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 2 de la loi du 21 juin 1961, par l'article 40 de la loi du 8 mars 1962 et par l'article 16 de la loi du 1er décembre 1976.

Article 64.

Note de bas de page.

Article 64 : article 64 de la loi du 15 juin 1951.

Article 65.

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte une virgule après le mot "dienstplichtige".

§ 3, alinéa 2 : dans les deux versions, la référence à l'article 90 doit être changée en "91".

Note de bas de page.

Article 65 : article 66 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 41 de la loi du 8 mars 1962.

CHAPITRE VII.

Intitulé - Loi du 15 juin 1951.

Article 66.

§ ler, alinéa ler, version néerlandaise : le texte légal porte "diensttijd" et non "diensttermijn".

§ ler, alinéa 4, version néerlandaise : il y a lieu de supprimer la virgule après le mot "maanden".

Note de bas de page.

Article 66 : article 67 de la loi du 15 juin 1951 modifié par l'article 30 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article ler de la loi du 16 août 1958, par l'article 43 de la loi du 8 mars 1962, par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1974, par l'article 94 de la loi du 13 juillet 1976 et par l'article 17 de la loi du ler décembre 1976.

Article 67.

Au 1° des deux versions, il est proposé, dans un souci de concordance, de remplacer les nombres indiqués en chiffres par des nombres indiqués en lettres comme le portait d'ailleurs la loi du 5 juillet 1957 (article 31) avant sa modification par la loi du 4 juillet 1964.

.../...

Note de bas de page.

Article 67 : article 68, alinéa ler, de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 31 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 43 de la loi du 8 mars 1962 et par l'article 4 de la loi du 4 juillet 1964.

Article 68.

Version française : la virgule qui figure après les mots "les militaires qui" est à supprimer.

Note de bas de page.

Article 68 : article 68, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 32 de la loi du 5 juillet 1957. Le n° 68 a été attribué par la coordination du 30 avril 1962.

Article 69.

Note de bas de page.

Article 69 : article 69 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 34 de la loi du 5 juillet 1957.

.../...

Article 70.

Alinéa ler, version néerlandaise : le texte légal porte "Na het verstrijken van de termijn van de werkelijke dienst en van ..." et non "Na het verstrijken van de werkelijke diensttermijn en van ...".

Alinéa 2, version française : il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "dans ce cas".

Version néerlandaise, in fine : le texte légal porte "van het Parlement" et non "... Kamers".

Alinéa 3, version néerlandaise : le texte légal porte "ziekenhuis".

Note de bas de page.

Article 70 : article 70 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 35 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par l'article 45 de la loi du 8 mars 1962.

Article 71.

§ ler, version néerlandaise : le texte légal porte "van de termijn van de werkelijke dienst".

Note de bas de page.

Article 71 : article 71 de la loi du 15 juin 1951, remplac par l'article 35 de la loi du 5 juillet 1957, modifié par

l'article 46 de la loi du 8 mars 1962, par l'article 5 de la loi du 4 juillet 1964 et par l'article 46 de la loi du 14 janvier 1975.

Article 71bis (du projet).

Cet article a été inséré dans les lois coordonnées par l'article 48 de la loi du 14 janvier 1975. Il est proposé de le numéroter 72 et de modifier, en conséquence, le numérotage subséquent ainsi que les références.

Au § 2 de la version néerlandaise, il n'y a pas de virgule après le mot "leger".

Note de bas de page.

Article 72 : article 71bis introduit dans les lois coordonnées du 30 avril 1962 par l'article 48 de la loi du 14 janvier 1975.

Article 72. (Article 73 dans la proposition du Conseil d'Etat).

§ ler, 2°, alinéa ler, version néerlandaise : le texte légal porte "Tijdens de werkelijke dienst mogen" et non "Tijdens de werkelijke diensttermijn mogen".

§ ler, 1°, 2°, 3°, et 4° : il y a lieu de remplacer des majuscules par des minuscules.

§ ler, 4°, alinéa 2, version néerlandaise : il faut une virgule après "in 3° en 4°".

.../...

Note de bas de page.

Article 73 - article 72 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 37 de la loi du 5 juillet 1957 et modifié par l'article 47 de la loi du 8 mars 1962.

Article 73. (Article 74 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 74 : article 73 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 38 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 74. (Article 75 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 75 : article 74 de la loi du 15 juin 1951.

Article 75. (Article 76 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 76 : article 75 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 76. (Article 77 dans la proposition du Conseil d'Etat).

§ 1er, alinéa 1er, version néerlandaise : il faut une virgule après les mots "de maatregelen".

§ 1er, alinéa 2 : version néerlandaise : le texte légal porte le mot "belanghebbenden" et non "betrokkenen" - voir remarque sous article 4.

§ 2, version néerlandaise : il y a lieu de supprime la virgule après le mot "deelnemen".

Note de bas de page.

Article 77 : article 76 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 39 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 77. (Article 78 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Version française : il faut une virgule après les mots "pendant dix ans".

Note de bas de page.

Article 78 : article 84 de la loi du 15 juin 1951 ainsi renuméroté par l'article 111, 10° de la loi du 13 juillet 1976.

CHAPITRE VIII.

Note de bas de page.

Intitulé du chapitre VIII introduit par l'article 52 de la loi du 8 mars 1962.

Article 78. (Article 79 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 52 de la loi du 8 mars 1962.

Aux termes de l'article 25 de la loi du 1er décembre 1976, les modifications apportées au présent article ne seront d'application qu'à partir de la levée de milice de 1978. Par conséquent, la coordination doit reprendre le texte actuellement en vigueur, c'est-à-dire, celui qui résulte des modifications apportées aux lois coordonnées du 30 avril 1962, modifiées par les lois des 7 juillet 1966, 15 juillet 1974 et 30 juillet 1974.

A partir de la levée de 1978, cet article doit être modifié conformément à l'article 21 de la loi du 1er décembre 1976 qui porte :

.../...

"Article 21. L'article 87 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois du 7 juillet 1966, du 15 juillet 1974 et du 30 juillet 1974, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 87. § ler. Si le Ministre de la Défense nationale prévoit que le nombre de miliciens d'une même classe, reconnus aptes au service, dépasse les nécessités, il peut accorder la libération du service actif, à concurrence de l'excédent et dans l'ordre de priorité ci-après, au milicien :

a) second membre d'une famille d'au moins six enfants en vie, suivant le nombre de ces enfants, et dont un frère a bénéficié au titre de membre d'une famille comptant au moins six enfants en vie, du sursis illimité, de la libération, de la dispense du service actif ou de la désignation pour le contingent spécial avec une levée antérieure de cinq ans au moins à celle du bénéficiaire;

b) ayant un ou plusieurs enfants à charge avant l'âge de 24 ans.

§ 2. Si un milicien remplissant à la fois les conditions énoncées sub a et sub b du § ler, a un frère appartenant à la même levée qui pourrait également bénéficier de la libération si celle-ci était octroyée au premier jour pour le motif repris sub b, il est dérogé à l'ordre de priorité déterminé ci-dessus et l'un et l'autre sont libérés.

§ 3. Les conditions reprises au § ler doivent être remplies par le milicien avant le ler janvier de l'année dont la classe porte le millésime.

.../...

§ 4. Les dispositions des articles 12, § 2, 17, § ler, 18 et 19, sont d'application en matière de libération.

§ 5. Sont exclus du bénéfice de la libération, les insoumis et les déserteurs. Si un frère d'un insoumis ou d'un déserteur a obtenu la libération pendant le temps d'insoumission ou de désertion, cette libération est définitive et l'insoumis ou le déserteur qui aurait autrement pu en bénéficier perd son droit nonobstant le fait qu'il aurait recouvré une situation de milice régulière.

§ 6. Les libérations sont accordées par une commission composée d'un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, désigné par le Ministre de l'Intérieur, et de deux officiers de l'armée, désignés par le Ministre de la Défense nationale.

Le membre le plus âgé, ou éventuellement l'officier le plus élevé en grade ou le plus ancien dans le même grade, préside la commission.

La commission statue à la majorité des voix; elle peut procéder aux enquêtes nécessaires pour vérifier les documents produits.

§ 7. Annuellement les catégories de jeunes gens admis au bénéfice de la libération sont publiées au Moniteur belge.

Les libérations sont notifiées aux miliciens intéressés.

.../...

Si l'octroi de la libération ne lui a pas été notifié au ler décembre de l'année dont la classe porte le millésime, l'intéressé doit introduire sa réclamation au plus tard le 15 décembre suivant, par lettre recommandée à la poste, adressée au Ministre de la Défense nationale.

La commission statue et fait connaître sa décision au réclamant.

Elle peut réformer ses décisions jusqu'au prononcé de la clôture des opérations.

§ 8. Les miliciens libérés sont reversés dans la réserve de recrutement et suivent, en ce qui concerne la durée de leurs obligations militaires, le sort des miliciens de la levée en cours.

§ 9. Tout milicien peut renoncer d'avance au bénéfice d'une libération éventuelle du service actif en temps de paix.

Les miliciens libérés peuvent renoncer à cette faveur dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la notification.

La renonciation doit être adressée à la commission des libérations ou au Ministre de la Défense nationale, par lettre recommandée à la poste.

La renonciation est définitive".".

.../...

CHAPITRE IX.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Article 79. (Article 80 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 80 : article 87 de la loi du 15 juin 1951.

CHAPITRE X.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

Article 80. (Article 81 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 81 : article 88 de la loi du 15 juin 1951, modifié

.../...

par l'article 46 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 65 de la loi du 8 mars 1962.

Article 81. (Article 82 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 82, § 1er : article 66 de la loi du 8 mars 1962, modifié par l'article 9 de la loi du 4 juillet 1964 et par l'article 95 de la loi du 13 juillet 1976.

Article 82, § 2 : article 67 de la loi du 8 mars 1962.

Article 82. (Article 83 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 83 : article 89 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 47 de la loi du 5 juillet 1957, par l'article 10 de la loi du 4 juillet 1964 et par l'article 49, 18° de la loi du 14 janvier 1975.

Article 83. (Article 84 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Alinéa 1er, version néerlandaise : il y a lieu de mettre une virgule après le mot "toegelaten".

Alinéa 2, version néerlandaise : le texte légal porte "de" et non "in" devant les mots "vergunde diensten".

.../...

Note de bas de page.

Article 84 : article 90 de la loi du 15 juin 1951.

Article 84. (Article 85 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 85 : article 91 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 68 de la loi du 8 mars 1962 et modifié par l'article 3 de la loi du 15 avril 1964.

Article 85. (Article 86 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Au § 1er, alinéa 1er de la version néerlandaise, il y a lieu de mettre une virgule après "behoort".

Note de bas de page.

Article 86 : article 92 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 69 de la loi du 8 mars 1962.

.../...

Article 86. (Article 87 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Alinéa 1er, version française : il y a lieu de supprimer le mot "médicale" après le mot "visite".

Alinéa 3, version française : il y a lieu de supprimer la virgule après le mot "Etat".

Alinéa 3, version néerlandaise : il faut une virgule après le mot "ondergaan".

Note de bas de page.

Article 87 : article 93 de la loi du 15 juin 1951, remplacé par l'article 49 de la loi du 5 juillet 1957.

Article 87. (Article 88 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 88 : article 94 de la loi du 15 juin 1951.

Section II.

Note de bas de page.

Intitulé : loi du 15 juin 1951.

.../...

Article 88. (Article 89 dans la proposition du Conseil d'Etat).

§ ler, 1°, version néerlandaise : la virgule qui figure après "hij die" doit figurer après "vergadering".

Note de bas de page.

Article 89 : article 95 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 70 de la loi du 8 mars 1962.

Article 89. (Article 90 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Aux 2° et 3°, il y a lieu d'omettre les mots "ou la désignation pour le contingent spécial", ce contingent ayant été supprimé par la loi du 8 mars 1962.

Note de bas de page.

Article 90 : article 96 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 51 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 71 de la loi du 8 mars 1962.

Article 90. (Article 91 dans la proposition du Conseil d'Etat).

§ ler, 1°, alinéa ler, version néerlandaise : il y a lieu de supprimer la virgule après les mots "... niet binnen vijftien dagen ...".

.../...

§ 1er, 1°, alinéa 2, version néerlandaise, le texte légal porte une virgule après les mots "grenzend land".

§ 2, version néerlandaise : le texte légal porte "straffen voorzien ...".

Note de bas de page.

Article 91 : article 97 de la loi du 15 juin 1951, modifié par l'article 52 de la loi du 5 juillet 1957 et par l'article 72 de la loi du 8 mars 1962.

Article 91. (Article 92 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Dans la version néerlandaise, le texte légal porte "voorzien" et non "omschreven" devant "misdrijven".

Note de bas de page.

Article 92 : article 98 de la loi du 15 juin 1951.

.../...

CHAPITRE XI.

Note de bas de page.

Intitulé : article 55 de la loi du 8 mars 1962.

Article 92. (Article 93 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Dans la version française, il y a lieu de remplacer par "78" la référence à l'article 87.

Note de bas de page.

Article 93 : article 56 de la loi du 8 mars 1962.

Article 93. (Article 94 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 94 : article 57 de la loi du 8 mars 1962.

Article 94. (Article 95 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Le texte néerlandais porte "daarmede" à la première ligne.

Note de bas de page.

Article 95 : article 58 de la loi du 8 mars 1962.

Article 95. (Article 96 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 96 : article 59 de la loi du 8 mars 1962.

Article 96. (Article 97 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 97 : article 60 de la loi du 8 mars 1962, modifié par l'article 3 de la loi du 15 avril 1964.

Article 97. (article 98 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 98 : article 61 de la loi du 8 mars 1962.

Article 98. (Article 99 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Au § 1er de la version néerlandaise, il y a lieu d'insérer les mots "het bedrag" après les mots "waarvan de aard"; au § 2 de la version néerlandaise, le texte légal porte "oorlogshandelingen".

.../...

Note de bas de page.

Article 99 : article 62 de la loi du 8 mars 1962.

Article 99. (Article 100 dans la proposition du Conseil d'Etat).

§ 4, dans les deux versions, la référence à l'article 94 doit être modifiée en "95".

§ 4, version néerlandaise,: il y a lieu de mettre une virgule après "artikel 95".

Note de bas de page.

Article 100 : article 63 de la loi du 8 mars 1962.

Article 100. (Article 101 dans la proposition du Conseil d'Etat).

Note de bas de page.

Article 101 : article 64 de la loi du 8 mars 1962.

Article 101. (Article 102 dans la proposition du Conseil d'Etat).

L'article 101 du projet est la reproduction de l'article 23 de la loi du 1er décembre 1976 laquelle entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, c'est-à-dire le 15 décembre 1976.

.../...

Aux §§ ler, alinéa ler, et 2 de cet article 23, il est fait référence à "l'entrée en vigueur de la présente loi". Il est proposé de remplacer ces termes par la rédaction suivante " le 15 décembre 1976".

Au § ler, alinéa ler, la référence au 6° doit être remplacée par "7°" et les mots "des mêmes lois ooordonnées" par les mots "des présentes lois coordonnées".

Au § 2, en se référant à l'"ancien article 12, § ler, 1° desdites lois", la loi du ler décembre 1976 vise le texte qu'elle a elle-même remplacé par son article 4. Il est proposé de remplacer les mots "ancien article 12 § ler, 1° desdites lois" par les mots "l'article 12, § ler, 1°, desdites lois, qui était en vigueur au 14 décembre 1976".

Note de bas de page.

Article 102 : article 23 de la loi du ler décembre 1976.

Les notes de bas de page doivent être complétées comme suit : "Ne sont pas repris dans la coordination:".

Het ontwerp van koninklijk besluit dat voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, doet niets anders dan de artikelen van de coördinatie van 30 april 1962 overnemen met inachtneming van de wijzigingen die ze naderhand hebben ondergaan, maar zonder dat eenheid wordt gebracht in terminologie en redactie van de in het ontwerp overgenomen bepalingen.

Het bevat geen verwijzingen aan de hand waarvan de oorspronkelijke tekst van elke gecoördineerde bepaling moet kunnen worden achterhaald.

De Raad van State komt tot de vaststelling dat het hem voor advies voorgelegde ontwerp niet meer is dan een bijwerking van een gecoördineerde tekst die talrijke wijzigingen heeft ondergaan.

De Raad heeft gepoogd een werkelijke coördinatie tot stand te brengen. Hij moge echter opmerken dat hij, binnen de korte termijn waarover hij heeft beschikt, de Nederlandse tekst niet in zijn geheel heeft kunnen collationeren met de oorspronkelijke teksten van na 1962.

*

* *

Bij het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van coördinatiebesluit zijn de volgende opmerkingen te maken :

.../...

- het aan het ontwerp gegeven opschrift kan slechts behouden blijven als de Regering op de wenken van de Raad van State wil ingaan en van het ontwerp een werkelijke coördinatie wil maken;

- artikel 1 zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 1.-

De wetten van 15 juni 1951, 5 juli 1957, 16 augustus 1958, 8 maart 1962, 15 april 1964 (artikel 3), 4 juli 1964 (artikelen 1 tot 10), 7 juli 1966, 9 mei 1969, 22 juni 1972, 15 juli 1974, 30 juli 1974, 14 januari 1975 (artikelen 46, 47, 48), 13 februari 1975 (artikel 2), 13 juli 1976 (artikelen 94, 95 en 111, 10°), 1 december 1976 (met uitzondering van de artikelen 18, 19 en 20) en het koninklijk besluit van 11 februari 1976 worden gecoördineerd overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst".

- artikel 2 moet vervallen aangezien de wet van 1 december 1976 zelf heeft bepaald op welke datum haar bepalingen in werking treden.

*

* *

Opmerkingen over de als een coördinatie voorgestelde tekst.

HOOFDSTUK I.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 1.

Vijfde lid, Nederlands :

De wettekst zegt "Lichtingsterkte", niet "Sterkte van het contingent" en "tot vervulling van de werkelijke dienst", niet "tot vervulling van de militaire dienst".

Deze wijzigingen zijn door de coördinatie van 2 september 1957 aangebracht en in voetnoot vermeld zonder andere verantwoording. Die voetnoten moeten in de onderhavige coördinatie worden overgenomen.

Achtste lid, Nederlands : in de wettekst staat "der" vóór "dienstweigeraars".

Negende en tiende lid, Frans : de wettekst zegt "à une levée", niet "à la levée".

Negende en tiende lid, Nederlands : de wettekst zegt "een volgende", niet "de volgende".

Dertiende lid : luidens de wet van 8 maart 1962 die deze bepaling invoert, zou zij het laatste lid van het artikel moeten vormen. Haar logische plaats is die welke zij in het ontwerp heeft.

Voetnoot.

Artikel 1 : artikel 1 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 5 juli 1957, bij

.../...

artikel 1 van de wet van 8 maart 1962 en bij artikel 1 van de wet van 1 december 1976.

In afzonderlijke voetnoten : de wettekst zegt in het Nederlands "lichtingsterkte".

De wettekst zegt in het Nederlands "tot vervulling van de werkelijke dienst".

HOOFDSTUK II.

Het opschrift van de wet van 15 juni 1951 is gewijzigd door de wet van 8 maart 1962, artikel 2.

Voetnoot.

Opschrift van hoofdstuk II : wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 2.

§ 4, Nederlands :

- in de wettekst staat "legerverband" vóór "opgenomen";
- in de wettekst staat het woord "militaire" niet vóór de woorden "dienstplicht geëindigd";
- in de wettekst staat het woord "militaire" vóór de woorden "dienst opgeroepen worden".

.../...

Voetnoot.

Artikel 2 : artikel 2 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 3.

§ 2, Nederlands : in de wettekst - de enige nog overblijvende bepaling van artikel 3 van de wet van 15 juni 1951 - staat het woord "militaire" niet vóór "dienstplicht". Wel staat het in de §§ 3, 4 en 5 die in artikel 3 zijn ingevoerd door de wet van 8 maart 1962. Nu artikel 22 van de wet van 2 december 1976 de woorden "militaire dienstplicht" heeft vervangen door de woorden "militaire verplichtingen", lijkt deze nieuwe term ook in de overige paragrafen van het artikel te moeten worden opgenomen, aangezien in de Franse tekst overal de term "obligations militaires" wordt gebruikt.

Voetnoot.

Artikel 3 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 8 maart 1962, bij artikel 1 van de wet van 4 juli 1964, bij artikel 1 van de wet van 15 juli 1974 en bij de artikelen 2 en 22 van de wet van 1 december 1976.

.../...

HOOFDSTUK III.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Artikel 4.

§§ 3 en 4, eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "belanghebbende"; de coördinatie van 2 september 1957 heeft de term "betrokkene" ingevoerd maar heeft "belanghebbende" laten staan in het tweede lid van § 4.

§ 4, Nederlands : de wet van 8 maart 1962 gebruikt opnieuw de term "belanghebbende" in sommige artikelen, in andere heeft zij dat niet nodig geacht.

De wet van 15 juni 1951 van haar kant gebruikt ook de term "betrokkene" in artikel 6, § 2.

§ 4, Nederlands : op de vijfde regel van deze deze paragraaf staat in de wettekst geen komma na "telken jare".

Voetnoot.

Artikel 4 : artikel 4 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 5.

Voetnoot.

Artikel 5 : artikel 5 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 6.

Voetnoot.

Artikel 6 : artikel 6 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 7.

§ 3, derde lid, Nederlands : in de wettekst staat geen komma na "afkeuring".

Voetnoot.

Artikel 7 : artikel 7 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 6 van de wet van 8 maart 1962.

HOOFDSTUK IV.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Afdeling I.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Artikel 8.

Voetnoot.

Artikel 8 : artikel 8 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 7 van de wet van 8 maart 1962, met uitzondering van de woorden "terbeschikkingstelling van de Minister van Buitenlandse Zaken".

Afdeling II.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Artikel 9.

Voetnoot.

Artikel 9 : artikel 9 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Afdeling III en A van de afdeling.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Artikel 10.

§ 1, 1°, derde lid, Nederlands : in de wettekst staat "samengevoegd".

§ 1, 1°, achtste lid, Frans : in de wettekst staat geen komma na "conditions".

§ 1, 1°, achtste lid, Nederlands : in de wettekst staat "de wetten omtrent de inkomstenbelastingen", niet "de wetten op de inkomstenbelastingen".

§ 1, 1°, negende lid : de woorden "in de kolonie en" die in de wettekst voor de woorden "het buitenland" staan, zijn weggevallen.

§ 1, 1°, negende lid, Nederlands : in de wettekst staat "der munt", niet "van de munt".

§ 1, 4°, Nederlands : de wettekst zegt "dienstplichtig".

§ 1, 7°, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "rekening".

.../...

§ 2, 1° : de woorden "van de vier universiteiten" beantwoorden niet meer aan de werkelijkheid. Om met de huidige toestand rekening te houden schrijve men "aan een universiteit".

Krachtens artikel 25 van de wet van 1 december 1976 zullen de wijzigingen die in dit artikel 10 zijn aangebracht eerst van toepassing zijn vanaf de lichting 1978. De coördinatie moet dan ook de thans geldende tekst overnemen, namelijk die welke volgt uit de wijzigingen die in de gecoördineerde wetten van 30 april 1962 zijn aangebracht door de wet van 4 juli 1974 en door het koninklijk besluit van 11 februari 1976.

Voetnoot.

Artikel 10 : artikel 10 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 8 van de wet van 8 maart 1962, bij artikel 2 van de wet van 4 juli 1964, bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 februari 1976.

Vanaf de lichting 1978 moet dit artikel worden gewijzigd overeenkomstig artikel 3 van de wet van 6 december 1976, hetwelk bepaalt :

"Artikel 3. In artikel 10 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° in § 1, 1°, vijfde lid, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1964, worden de woorden "maar vóór aftrek van de sommen bedoeld in de artikelen 15, § 1, 5°, en 18, § 2, van de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen" geschrapt;

2° in § 3 worden de woorden "of van licentiaat in de kernwetenschappen" vervangen door de woorden "van doctor of licentiaat in de kernwetenschappen";

3° in § 4, 1°, worden de woorden "welke dienstig is voor het leger" en "Deze takken van de geneeskunde worden bepaald door de Minister van Landsverdediging" geschrapt;

4° in § 4 wordt 5° vervangen door de volgende bepaling : "5° voor ingeschrevenen die werkelijk en gewoonlijk verblijf houden buiten Europa".

Artikel 11.

§ 1, Nederlands : de wettekst zegt "der aanvragen", niet "van de aanvragen".

Men schrappe de komma na de woorden "om uitstel" en plaatse er een na de woorden "buitengewoon uitstel" vóór "waardoor".

.../...

Voetnoot.

Artikel 11 : artikel 11 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 6 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 8 maart 1962.

B. (van de afdeling).

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Artikel 12.

§ 1, Frans : men schrappe de komma na "de paix et suit" en na "militaires".

§ 1, 1°, Nederlands : men schrappe de komma na "De ingeschrevene" en vervange het cijfer "18" door het woord "achttien".

§ 1, 2°, Nederlands : men plaatse een komma na "voorwaarden".

§ 1, 4° : de volzin die in het Frans begint met "Toutefois" en in het Nederlands met "Evenwel", vormt een afzonderlijk lid in de wet van 1 december 1976. Die indeling moet worden overgenomen opdat de verwijzing onder e) in het tweede lid van 5°bis zin zou hebben.

.../...

§ 1, 4°, tweede lid, Nederlands : men schrijve "rechthebbende".

§ 1, 5°, tweede lid, Nederlands : de komma na de woorden "volbracht", "lichaamsgebrek" en "afgedankt" moet worden geschrapt.

§ 1, 5°, Frans : "militaire" en résistant" moeten in het enkelvoud worden geschreven.

§ 1, 5°, laatste lid van a), Frans : de verwijzing naar artikel 72 wordt "73".

§ 1, 5°, a), Nederlands : de wettekst begint met "Als militair", niet met "In de hoedanigheid van militair".

§ 1, 5°, b), Nederlands : de wettekst begint met "Als krijgsgevangene", niet met "In de hoedanigheid van".

§ 1, 6° (oud 5°bis), eerste lid, Nederlands : op de eerste twee regels moet worden geschreven : "één".

§ 1, 6° (oud 5°bis), a), Nederlands : de wettekst zegt "als militair", niet "in de hoedanigheid van militair".

§ 1, 6° (oud 5°bis), d), Frans : er moet worden gelezen : "Force publique".

§ 1, 9°, Nederlands : er hoeft geen komma na "De ingeschrevene".

.../...

§ 1, 10°, Nederlands : de wettekst zegt "dienstplichtige" na de eerste twee woorden "de ingeschrevene".

§ 1, 10°, Frans : de wettekst zegt "et" na "mère" en vóór "qui".

§ 2, eerste lid, de verwijzing "5°bis" moet worden : "6°".

§ 2, tweede lid : de Franse wettekst zegt "deux" - niet "plusieurs" - "frères", de Nederlandse "twee" - niet "verscheidene" -"broeders".

Luidens artikel 25 van de wet van 1 december 1976 zullen de in dit artikel 12 aangebrachte wijzigingen slechts van toepassing zijn vanaf de militielichting 1978. Bijgevolg moet de coördinatie de thans geldende tekst overnemen, namelijk die welke volgt uit de wijzigingen die in de gecoördineerde wetten van 30 april 1962 zijn aangebracht door de wetten van 15 juli en 30 juli 1974.

Voetnoot.

Artikel 12 : artikel 12 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 10 van de wet van 8 maart 1962 dat gewijzigd is bij artikel 2 van de wet van 15 juli 1974, bij artikel 1 van de wet van 30 juli 1974 en bij de artikelen 4 en 22 van de wet van 1 december 1976, met dien verstande dat het laatstgenoemde artikel alleen de Nederlandse tekst gewijzigd heeft.

.../...

Vanaf de lichting 1978 moet dit artikel worden gewijzigd overeenkomstig artikel 4 van de wet van 1 december 1976, hetwelk bepaalt :

"Artikel 4. § 1. In artikel 12, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1974, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 1° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1° De ingeschrevene die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en die, na de leeftijd van achttien jaar, gedurende ten minste vijf jaar zijn werkelijke en gewone verblijfplaats buiten Europa heeft";

2° 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"4° De ingeschrevene, die ten minste vijf broeders of zusters in leven heeft, op voorwaarde dat geen enkele broeder, als lid van een groot gezin, reeds onbepaald uitstel, ontheffing, aanwijzing voor het speciaal contingent of vrijlating van dienst in vredestijd heeft bekomen.

Evenwel kan een tweede lid van het gezin de vrijlating om die reden bekomen op voorwaarde dat de eerste rechthebbende overleden is, als vrijwillige dienstnemer sedert ten minste een jaar onder de wapenen is geweest of het genot van deze vrijlating heeft verzaakt.

Indien aan de vereisten van onderhavig artikel 12, § 1, 4°, wordt voldaan door verscheidene broeders

.../...

die tot dezelfde lichting behoren en hun aanspraken rechtmatig doen gelden, wordt de vrijlating alleen aan de oudste verleend";

3° 5°, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1974 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

"Als broederdienst wordt niet beschouwd :

a) het feit dat een broeder de hoedanigheid van militair heeft verkregen in het recruterings- en selectiecentrum en huiswaarts is gezonden in afwachting van zijn oproeping voor de werkelijke dienstermijn, tenzij hij in deze stand is overleden;

b) het feit dat een dienstplichtige broeder gedurende zijn werkelijke diensttermijn een of meer spoedverloven, bedoeld bij artikel 72, heeft bekomen die de helft van de werkelijke diensttermijn, waartoe hij was gehouden, overschrijden";

4° in 5°bis, ingevoegd bij de wet van 30 juli 1974, worden de onderverdelingen a en c onderscheidenlijk vervangen door de volgende bepalingen :

"a) ten minste één lid telt dat voor het vaderland is gestorven als militair, agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politiek gevangene, gedeporteerde, werkweigeraar, rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of reglementaire bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan oorlogsfeiten of daarmede ge-

.../...

lijkgestelde feiten, voor zover het overlijden het gevolg is van de schadelijke feiten die aanleiding gaven tot toekenning van het pensioen, of ingevolge zijn vaderlandslievende houding;

c) ten minste één lid telt dat de hoedanigheid bezit van agent of helper van inlichtings- en actiediensten, verzetslid, krijgsgevangene, politiek gevangene, gedeporteerde, werkweigeraar of rechthebbende op het genot van een van de wettelijke of reglementaire bepalingen houdende toekenning van een pensioen voor invaliditeit te wijten aan oorlogsfeiten of daarmede gelijkgestelde feiten";

5° in 6° worden de woorden "31 december van het jaar waarin hij 28 jaar is geworden" vervangen door de woorden "de leeftijd van 25 jaar".

6° § 1 wordt aangevuld als volgt :

"8° De ingeschrevene die bewijst buiten Europa zijn werkelijk en gewoon verblijf te hebben gehad gedurende een ononderbroken periode van ten minste vijf jaar onmiddellijk voorafgaande aan 31 januari van het jaar tijdens hetwelk hij de leeftijd van 18 jaar bereikt en die dit verblijf op het ogenblik van het indienen van de aanvraag om vrijlating nog bezit.

.../...

De vrijlating wordt niettemin ingetrokken indien de begunstigde ten laatste op 31 december van het jaar waarin hij de leeftijd van 23 jaar bereikt in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente is ingeschreven.

Het militierechtscollege dat de vrijlating heeft toegestaan is bevoegd om zich over de intrekking uit te spreken. De zaak wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken bij het rechtscollege aanhangig gemaakt.

Het doet geen uitspraak dan na de belanghebbende te hebben verzocht mondeling of schriftelijk zijn verweermiddelen voor te dragen.

In alle gevallen wordt de beslissing beschouwd als op tegenspraak genomen.

De intrekking kan niet later dan één jaar na de inschrijving in de bevolkingsregisters geschieden.

Wanneer de intrekking is uitgesproken wordt de belanghebbende ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichting.

9° De ingeschrevene dienstplichtige, die wees is van vader en moeder en die uit hoofde van zijn leeftijd geen recht op de eerste vijf uitstellen meer heeft en bij het indienen van zijn aanvraag ten minste twee jaar de voorwaarden, gesteld in artikel 10, § 1, 7°, vervult".

.../...

§ 2. Artikel 12, § 2, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1974, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

"Wanneer verscheidene broeders tot dezelfde lichting behoren en de dienst van één dezer door een andere kan worden ingeroepen om vrijlating te bekomen, wordt de oproeping onder de wapens van diegene die erom verzoekt door de Minister van Landsverdediging verdaagd".

Afdeling IV.

Voetnoot.

Opschrift : artikel 11 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 13.

Voetnoot.

Artikel 13 : artikel 13 van de wet van 15 juni 1951, achtereenvolgens vervangen door artikel 11 van de wet van 8 maart 1962 en door artikel 5 van de wet van 1 december 1976.

Afdeling V.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951 - vernummerd in de coördinatie van 30 april 1962.

Artikel 14.

§ 2, tweede lid, Nederlands : de wettekst herhaalt het woord "tot" niet na "vrijstelling of ...".

§ 3. Deze paragraaf, die uit de wet van 15 juni 1951 komt, bestaat uit drie leden.

Het tweede en het derde lid zijn niet meer van toepassing en zijn in het ontwerp niet overgenomen.

§ 3, Nederlands : de wettekst zegt "gebreken", niet "lichaamsgebreken". Het woord "lichaamsgebreken" in § 3 werd ingevoerd door de coördinatie van 2 september 1957.

Voetnoot.

Artikel 14 : artikel 14, §§ 1, 2 en 3, eerste lid, van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 8 maart 1962.

Afdeling VI.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951, vernummerd in de coördinatie van 30 april 1962.

.../...

Artikel 15.

§ 1, 1°, Nederlands en Frans : de verwijzing naar artikel 71bis is veranderd in "72".

§ 1, 3°, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "wanbedrijven".

In hetzelfde lid staat in de wettekst "voorzien onder", niet "omschreven bij"; deze laatste term is de gangbare.

§ 2, Nederlands : in de wettekst staat "werd veroordeeld".

Voetnoot.

Artikel 15 : artikel 15 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 13 van de wet van 8 maart 1962, bij artikel 2 van de wet van 15 juli 1974, bij artikel 47 van de wet van 14 januari 1975 en bij artikel 22 van de wet van 1 december 1976.

Afdeling VII.

Voetnoot.

Opschrift : artikel 14 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 16.

Voetnoot.

Artikel 16 : artikel 16 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 1 van de wet van 21 juni 1961, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 9 mei 1969 en bij de artikelen 6 en 22 van de wet van 1 december 1976.

Afdeling VIII.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951. Vernummerd in de coördinatie van 30 april 1962.

Artikel 17.

Voetnoot.

Artikel 17 : artikel 17 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 7 juli 1966, daarna vervangen door artikel 7 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 18.

Eerste lid, Frans : lees "Force publique".

.../...

Voetnoot.

Artikel 18 : artikel 18 van de wet van 15 juni 1951, aangevuld door artikel 8 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 19.

Voetnoot.

Artikel 19 : artikel 19 van de wet van 15 juni 1951.

HOOFDSTUK V.

Afdeling I.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Artikel 20.

§ 2, Nederlands : ofschoon de wettekst zegt "gebrekkigheden" en niet "lichaamsgebreken", heeft de Raad van State bij de coördinatie van 1962 voorgesteld de term van de coördinatie te behouden maar met een verwijzing in voetnoot.

§ 3. eerste lid, Nederlands : het woord "aanvoert", dat na "redenen" staat, moet na "militierechtscolleges" komen.

.../...

In § 3, tweede lid, moet de verwijzing naar 8° van artikel 12, § 1, ter wille van de overeenstemming worden gewijzigd in 9°.

Voetnoot.

Artikel 20 : artikel 20 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 16 van de wet van 8 maart 1962 en bij artikel 9 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 21.

Voetnoot.

Artikel 21 : artikel 21 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 17 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 22.

Voetnoot.

Artikel 22 : artikel 22 van de wet van 15 juni 1951, achtereenvolgens vervangen door artikel 18 van de wet van 8 maart 1962 en door artikel 10 van de wet van 1 december 1976.

.../...

Artikel 23.

Voetnoot.

Artikel 23 : artikel 23 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 14 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 19 van de wet van 8 maart 1962.

Afdeling II.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951. Vernummerd in de coördinatie van 30 april 1962 ten gevolge van de opheffing van afdeling II door artikel 15 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 24.

Voetnoot.

Artikel 24 : artikel 25 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 20 van de wet van 8 maart 1962 en bij artikel 11 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 25.

Voetnoot.

Artikel 25 : artikel 26 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 21 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 26.

Voetnoot.

Artikel 26 : artikel 27 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 17 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 22 van de wet van 8 maart 1962 en bij artikel 3 van de wet van 4 juli 1964.

Artikel 27.

Voetnoot.

Artikel 27 : artikel 28 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 28.

§ 1, derde lid, Nederlands : de komma na "afwijzen" schrappen.

§ 3, tweede lid, Frans : in de wettekst staat een komma na "probité".

In hetzelfde lid, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "geweten".

.../...

Voetnoot.

Artikel 28 : artikel 29 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 18 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 23 van de wet van 8 maart 1962.

Afdeling III.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951, vernummerd in de coördinatie van 30 april 1962.

Artikel 29.

§ 4, Frans : de komma na "fonctionnaire" schrappen.

Voetnoot.

Artikel 29 : artikel 30 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 30.

Nederlands : het woord "hoger" na "... neemt kennis van het ..." staat niet in de wettekst. In de

.../...

voetnoot zou moeten worden gezegd dat de term "beroep" terwille van de eenheid in de terminologie vervangen is door "hoger beroep".

Voetnoot.

Artikel 30 : artikel 31 van de wet van 15 juli 1951, vervangen door artikel 19 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 31.

Voetnoot.

Artikel 31 : artikel 32 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 20 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 32.

In 4° zegt de wettekst "sous pli recommandé" en "per aangetekend schrijven".

Voetnoot.

Artikel 32 : artikel 33 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 21 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 24 van de wet van 8 maart 1962 en bij artikel 12 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 33.

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "mag de in artikel 32 voorziene", niet "... bepaalde".

Voetnoot.

Artikel 33 : artikel 34 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 34.

Voetnoot.

Artikel 34 : artikel 35 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 13 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 35.

Voetnoot.

Artikel 35 : artikel 36 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 22 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 36.

Voetnoot.

Artikel 36 : artikel 37 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 37.

§ 3, Nederlands : de wettekst zegt "als voorzien bij artikel 28, § 4, slechts".

Voetnoot.

Artikel 37 : artikel 38 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 23 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 26 van de wet van 8 maart 1962.

Afdeling IV - De herkeuringsraden.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951. Vernummerd in de coördinatie van 30 april 1962.

Artikel 38.

§ 3, Frans : er moet een komma-punt staan na "le Roi".

Voetnoot.

Artikel 38 : artikel 39 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 8 maart 1962 en bij artikel 14 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 39.

2°, Nederlands : de komma na "en selectiecentrum" schrappen.

Voetnoot.

Artikel 39 : artikel 40 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 28 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 40.

Tweede lid, Nederlands : de wettekst zegt "van de na verbreking"; zie echter de opmerking onder afdeling V van dit hoofdstuk.

Voetnoot.

Artikel 40 : artikel 41 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 41.

Voetnoot.

Artikel 41 : artikel 42 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 42.

Voetnoot.

Artikel 42 : artikel 43 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 43.

Voetnoot.

Artikel 43 : artikel 44 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 8 maart 1962 en bij artikel 15 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 44.

Eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "gevallen, voorzien in 1° en 2° van artikel 39, wordt". Bovendien moet na de woorden "stukken overleggen" een komma staan.

Voetnoot.

Artikel 44 : artikel 45 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 30 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 45.

§ 1, Nederlands : er moet een komma staan na "artikel 14, § 3".

.../...

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "artikel 42 voorzien".

§ 5, Frans : de wettekst zegt "expertise", niet "examen".

Voetnoot.

Artikel 45 : artikel 46 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 46.

§ 6, Nederlands : er moet een komma staan na "de keuring".

Voetnoot.

Artikel 46 : artikel 47 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 31 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 47.

§ 2, eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "de zittijd".

Voetnoot.

Artikel 47 : artikel 48 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 48.

Voetnoot.

Artikel 48 : artikel 49 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 49.

Eerste lid, Frans : de wettekst zegt "imposés", niet "imposée".

Voetnoot.

Artikel 49 : artikel 50 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 33 van de wet van 8 maart 1962.

Afdeling V.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951. Vernummerd in de coördinatie van 30 april 1962.

Afdeling V, Nederlands : de wettekst zegt : "in verbreking", niet "in cassatie". Een voetnoot zou erop moeten wijzen dat de term "verbreking" ter wille van een eenvormige terminologie vervangen is door "cassatie". Deze opmerking geldt ook voor de andere artikelen van het ontwerp waarin dezelfde uitdrukking voorkomt.

.../...

Artikel 50.

Voetnoot.

Artikel 50 : artikel 51 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 51.

§ 2, Frans : de wettekst zegt "sous pli recommandé".

Voetnoot.

Artikel 51 : artikel 52 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 34 van de wet van 8 maart 1962 en bij het enig artikel van de wet van 22 juni 1972.

Artikel 52.

§ 1, Nederlands : er moet een komma staan na "Binnenlandse Zaken".

§ 3, Frans : er moet een punt staan na "intéressé".

Voetnoot.

Artikel 52 : artikel 53 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 53.

§ 1, Nederlands : er moet een komma staan na "herkeuringsraad".

§ 2, Nederlands : er moet een komma staan na "beslissing".

Voetnoot.

Artikel 53 : artikel 54 van de wet van 15 juni 1951.

Afdeling VI.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951. Vernummerd in de coördinatie van 30 april 1962.

Artikel 54.

Voetnoot.

Artikel 54 : artikel 55 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 56 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 55.

Voetnoot.

Artikel 55 : artikel 56, §§ 1 en 2, van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 56.

Voetnoot.

Artikel 56 : artikel 56, § 3, van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 57.

Eerste lid, Frans : er moet een komma staan na "centre".

Voetnoot.

Artikel 57 : artikel 57 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 1 van de wet van 13 februari 1975.

Artikel 58.

§ 3, Nederlands : de komma na "aanmeldt" moet worden geschrapt.

.../...

Voetnoot.

Artikel 58, §§ 1 en 2 : artikel 58 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 58, § 3 : artikel 65 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 59.

§ 1, eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt : "De geneesheer die aan het hoofd staat van ...".

§ 2, Frans : de wettekst zegt "s'il échet".

Voetnoot.

Artikel 59 : artikel 59 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 60.

De komma schrappen na "médecin" en na "geneesheer".

Voetnoot.

Artikel 60 : artikel 60 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 37 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 61.

Voetnoot.

Artikel 61 : artikel 61 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 38 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 62.

In het tweede lid moet de verwijzing naar artikel 85 worden veranderd in "artikel 86" wegens de schrapping van artikel 71bis.

Voetnoot.

Artikel 62 : artikel 62 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 39 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 63.

§ 2, Frans : de komma die na "garnison" staat moet na "éventuellement" komen.

Aan het slot van dezelfde paragraaf zegt de wettekst "au centre de sélection", niet "au centre de recrutement et de sélection". Op te merken valt dat er gemis van overeenstemming is tussen de Franse versie en de Nederlandse; de wettekst zegt : "... in het recruterings- en selectiecentrum".

.../...

In zijn advies over het coördinatie-ontwerp dat het koninklijk besluit van 30 april 1962 geworden is, had de Raad van State voorgesteld de tekst van het coördinatieontwerp te behouden met verwijzing naar een voetnoot (1). De Regering heeft het advies gevolgd, maar zonder de voorgestelde verwijzing aan te brengen, ofschoon die noodzakelijk is.

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "instructieperiode", niet "opleidingsperiode".

Voetnoot.

Artikel 63 : artikel 63 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 2 van de wet van 21 juni 1961, bij artikel 40 van de wet van 8 maart 1962 en bij artikel 16 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 64.

Voetnoot.

Artikel 64 : artikel 64 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

---

(1) De wettekst zegt "au centre de sélection".

Artikel 65.

§ 2, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "dienstplichtige".

§ 3, tweede lid : de verwijzing naar artikel 90 moet worden veranderd in "91".

Voetnoot.

Artikel 65 : artikel 66 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 41 van de wet van 8 maart 1962.

HOOFDSTUK VII.

Opschrift - wet van 15 juni 1951.

Artikel 66.

§ 1, eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "diensttijd", niet "diensttermijn".

§ 1, vierde lid, Nederlands : de komma na "maanden" schrappen.

Voetnoot.

Artikel 66 : artikel 67 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 30 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 1 van de wet van 16 augustus 1958, bij artikel 43 van de wet van 8 maart 1962, bij artikel 2 van de wet van

30 juli 1974, bij artikel 94 van de wet van 13 juli 1976 en bij artikel 17 van de wet van 1 december 1976.

Artikel 67.

In de tekst onder 1° van beide versies vervange men ter wille van de overeenstemming de getallen in cijfers door voluit geschreven getallen, zoals gedaan was in de wet van 5 juli 1957 (artikel 31) eer ze gewijzigd werd door de wet van 4 juli 1964.

Voetnoot.

Artikel 67 : artikel 68, eerste lid, van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 31 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 43 van de wet van 8 maart 1962 en bij artikel 4 van de wet van 4 juli 1964.

Artikel 68.

Frans : de komma na "les militaires qui" schrappen.

Voetnoot.

Artikel 68 : artikel 68, tweede lid, van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 5 juli 1957. Het nr. 68 is aan dit artikel gegeven in de coördinatie van 30 april 1962.

.../...

Artikel 69.

Voetnoot.

Artikel 69 : artikel 69 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 34 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 70.

Eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "Na het verstrijken van de termijn van de werkelijke dienst en van ...", niet "Na het verstrijken van de werkelijke diensttermijn en van ...".

Tweede lid, Frans : de komma na "dans ce cas" schrappen.

Nederlands, in fine : de wettekst zegt "van het Parlement", niet "... Kamers".

Derde lid, Nederlands : de wettekst zegt "ziekenhuis".

Voetnoot.

Artikel 70 : artikel 70 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 35 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 45 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 71.

§ 1, Nederlands : de wettekst zegt "van de termijn van de werkelijke dienst".

Voetnoot.

Artikel 71 : artikel 71 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 35 van de wet van 5 juli 1957, gewijzigd bij artikel 46 van de wet van 8 maart 1962, bij artikel 5 van de wet van 4 juli 1964 en bij artikel 46 van de wet van 14 januari 1975.

Artikel 71bis (van het ontwerp).

Dit artikel is in de gecoördineerde wetten ingevoegd door artikel 48 van de wet van 14 januari 1975. Voorgesteld wordt het met 72 te nummeren en de daaropvolgende artikelen te vernummeren en de verwijzingen aan te passen.

§ 2, Nederlands : er staat geen komma na "leger".

Voetnoot.

Artikel 72 : artikel 71bis in de gecoördineerde wetten van 30 april 1962 ingevoegd door artikel 48 van de wet van 14 januari 1975.

.../...

Artikel 72 (artikel 73 in het voorstel van de Raad).

§ 1, 2°, eerste lid, Nederlands : de wettekst zegt "Tijdens de werkelijke dienst mogen", niet "Tijdens de werkelijke diensttermijn mogen".

§ 1, 1°, 2°, 3° en 4° : hoofdletters door kleine letters vervangen.

§ 1, 4°, tweede lid, Nederlands : er moet een komma staan na "in 3° en 4°".

Voetnoot.

Artikel 73 : artikel 72 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 37 van de wet van 5 juli 1957 en gewijzigd bij artikel 47 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 73 (artikel 74 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 74 : artikel 73 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 38 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 74 (artikel 75 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 75 : artikel 74 van de wet van 15 juni 1951.

.../...

Artikel 75 (artikel 76 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 76 : artikel 75 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 76 (artikel 77 in het voorstel van de Raad).

§ 1, eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "de maatregelen".

§ 1, tweede lid, Nederlands : de wettekst zegt "belanghebbenden, niet "betrokkenen" - zie opmerking bij artikel 4.

§ 2, Nederlands : de komma na "deelnemen" schrappen.

Voetnoot.

Artikel 77 : artikel 76 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 39 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 77 (artikel 78 in het voorstel van de Raad).

Frans : er moet een komma staan na "pendant dix ans".

.../...

Voetnoot.

Artikel 78 : artikel 84 van de wet van 15 juni 1951 aldus vernummerd door artikel 111, 10°, van de wet van 13 juli 1976.

HOOFDSTUK VIII.

Voetnoot.

Opschrift van hoofdstuk VIII ingevoegd door artikel 52 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 78 (artikel 79 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 52 van de wet van 8 maart 1962.

Luidens artikel 25 van de wet van 1 december 1976 zullen de in dit artikel aangebrachte wijzigingen slechts van toepassing zijn vanaf de militielichting 1978. Bijgevolg moet de coördinatie de thans geldende tekst overnemen, namelijk die welke volgt uit de wijzigingen die in de gecoördineerde wetten van 30 april 1962 zijn aangebracht door de wetten van 7 juli 1966, 15 juli 1974 en 30 juli 1974.

Vanaf de lichting 1978 moet dit artikel worden gewijzigd overeenkomstig artikel 21 van de wet van 1 december 1976, hetwelk bepaalt :

.../...

"Artikel 21. Artikel 87 van dezelfde gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wetten van 7 juli 1966, 15 juli 1974 en 30 juli 1974, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 87. § 1. Zo de Minister van Landsverdediging voorziet dat het aantal dienstplichtigen van eenzelfde klasse, geschikt bevonden voor de dienst, de behoeften overschrijdt, kan hij de ontheffing van de werkelijke dienst verlenen, tot het beloop van het excedent en in de volgende orde van voorrang, aan de dienstplichtige :

a) tweede lid van een gezin met ten minste zes kinderen in leven, volgens het aantal dezer kinderen, en waarvan een broeder als lid van een gezin dat ten minste zes kinderen in leven telt onbepaald uitstel, ontheffing, vrijlating van de werkelijke dienst of de aanwijzing voor het speciaal contingent met een lichting welke aan die van de begunstigde ten minste vijf jaar voorafgaat genoten heeft;

b) die één of meer kinderen ten laste heeft vóór de leeftijd van 24 jaar.

§ 2. Zo een dienstplichtige, die tegelijkertijd de voorwaarden vermeld sub a en sub b van § 1 vervult, een broeder heeft die tot dezelfde lichting behoort en die insgelijks de ontheffing zou kunnen genieten ingeval deze aan de eerste werd verleend onder de omstandigheden vermeld sub b, dan wordt van de hierboven bepaalde orde van voorrang afgeweken en worden zowel de ene als de andere ontheven.

.../...

§ 3. De in § 1 gestelde voorwaarden moeten door de dienstplichtige vervuld zijn vóór 1 januari van het jaar waarnaar de klasse wordt genoemd.

§ 4. De bepalingen van de artikelen 12, § 2, 17, § 1, 18 en 19, zijn van toepassing inzake ontheffing.

§ 5. De dienstweigeraars en de deserteurs worden van de ontheffing uitgesloten. Zo een broer van een dienstweigeraar of van een deserteur de ontheffing heeft bekomen gedurende de periode van dienstweigering of dessertie, is deze ontheffing definitief en verliest de dienstweigeraar of de deserteur, die ze anders had kunnen genieten, zijn recht op de ontheffing, niettegenstaande het feit dat hij opnieuw een regelmatige militiestand zou hebben verworven.

§ 6. De ontheffingen worden verleend door een commissie, samengesteld uit een ambtenaar van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken, en twee officieren van het leger, aangewezen door de Minister van Landsverdediging.

Het oudste lid, of eventueel de officier met de hoogste graad of met de meeste anciënniteit in dezelfde graad, zit de commissie voor.

De commissie doet uitspraak bij meerderheid van stemmen; zij is gerechtigd de vereiste onderzoeken in te stellen om de echtheid van de overgelegde stukken na te gaan.

.../...

§ 7. Jaarlijks worden de categorieën van jongelingen die ontheffing genieten in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

De ontheffingen worden aan de belanghebbende dienstplichtigen genotificeerd.

Zo de toekenning van de ontheffing niet op 1 december van het jaar waarnaar de klasse wordt genoemd aan de belanghebbende is genotificeerd, moet hij zijn bezwaarschrift uiterlijk op 15 december daaropvolgend per ter post aangetekende brief toezenden aan de Minister van Landsverdediging.

De commissie doet uitspraak en brengt haar beslissing ter kennis van de reclamant.

Zij kan haar beslissingen hervormen tot wanneer de verrichtingen voor gesloten worden verklaard.

§ 8. De ontheven dienstplichtigen worden opnieuw in de werfreserve opgenomen en worden, wat de duur van hun militaire verplichtingen betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen van de lopende lichting.

§ 9. Ieder dienstplichtige kan bij voorbaat afstand doen van het genot van een eventuele ontheffing van de werkelijke dienst in vredestijd.

De ontheven dienstplichtigen kunnen van deze gunst afstand doen binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de kennisgeving.

.../...

De afstand moet aan de commissie voor ontheffingen of aan de Minister van Landsverdediging bij aangetekende brief worden toegestuurd.

De afstand is onherroepelijk".

HOOFDSTUK IX.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Artikel 79 (artikel 80 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 80 : artikel 87 van de wet van 15 juli 1951.

HOOFDSTUK X.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Artikel 80 (artikel 81 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 81 : artikel 88 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 46 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 65 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 81 (artikel 82 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 82, § 1 : artikel 66 van de wet van 8 maart 1962, gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 4 juli 1964 en bij artikel 95 van de wet van 13 juli 1976.

Artikel 82, § 2 : artikel 67 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 82 (artikel 83 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 83 : artikel 89 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 47 van de wet van 5 juli 1957, bij artikel 10 van de wet van 4 juli 1964 en bij artikel 49, 18°, van de wet van 14 januari 1975.

Artikel 83 (artikel 84 in het voorstel van de Raad).

Eerste lid, Nederlands : er moet een komma staan na "toegelaten".

Tweede lid, Nederlands : de wettekst zegt "de", niet "in" vóór de woorden "vergunde diensten".

Voetnoot.

Artikel 84 : artikel 90 van de wet van 15 juni 1951.

Artikel 84 (artikel 85 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 85 : artikel 91 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 68 van de wet van 8 maart 1962 en gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 85 (artikel 86 in het voorstel van de Raad).

§ 1, Nederlands : er moet een komma staan na "behoort".

Voetnoot.

Artikel 86 : artikel 92 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 69 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 86 (artikel 87 in het voorstel van de Raad).

Eerste lid, Frans : het woord "médicale" schrappen na "visite".

Derde lid, Frans : de komma schrappen na "Etat".

Derde lid, Nederlands : er moet een komma staan na "ondergaan".

.../...

Voetnoot.

Artikel 87 : artikel 93 van de wet van 15 juni 1951, vervangen door artikel 49 van de wet van 5 juli 1957.

Artikel 87 (artikel 88 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 88 : artikel 94 van de wet van 15 juni 1951.

Afdeling II.

Voetnoot.

Opschrift : wet van 15 juni 1951.

Artikel 88 (artikel 89 in het voorstel van de Raad).

§ 1, 1°, Nederlands : de komma moet niet na "hij die" maar na "vergadering" staan.

Voetnoot.

Artikel 89 : artikel 95 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 70 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 89 (artikel 90 in het voorstel van de Raad).

Onder 2° en 3° moeten de woorden "of aanwijzing voor het speciaal contingent" vervallen; dat contingent is afgeschaft door de wet van 8 maart 1962.

Voetnoot.

Artikel 90 : artikel 96 van de wet van 15 juni 1961, gewijzigd bij artikel 51 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 71 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 90 (artikel 91 in het voorstel van de Raad).

§ 1, 1°, eerste lid, Nederlands : er moet geen komma staan na de woorden "... niet binnen vijftien dagen...".

§ 1, 1°, tweede lid, Nederlands : in de wettekst staat een komma na "grenzend land".

§ 2, Nederlands : in de wettekst staat : "straffen voorzien ...".

Voetnoot.

Artikel 91 : artikel 97 van de wet van 15 juni 1951, gewijzigd bij artikel 52 van de wet van 5 juli 1957 en bij artikel 72 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 91 (artikel 92 in het voorstel van de Raad).

Nederlands : de wettekst zegt "voorzien", niet "omschreven" vóór "misdrijven".

Voetnoot.

Artikel 92 : artikel 98 van de wet van 15 juni 1951.

HOOFDSTUK XI.

Voetnoot.

Opschrift : artikel 55 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 92 (artikel 93 in het voorstel van de Raad).

Frans : de verwijzing naar artikel 87 moet worden vervangen door "78".

Voetnoot.

Artikel 93 : artikel 56 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 93 (artikel 94 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 94 : artikel 57 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 94 (artikel 95 in het voorstel van de Raad).

Eerste regel, Nederlands : de wet zegt "daarmede".

Voetnoot.

Artikel 95 : artikel 58 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 95 (artikel 96 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 96 : artikel 59 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 96 (artikel 97 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 97 : artikel 60 van de wet van 8 maart 1962, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 15 april 1964.

Artikel 97 (artikel 98 inhet voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 98 : artikel 61 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 98 (artikel 99 in het voorstel van de Raad).

§ 1, Nederlands : de woorden "het bedrag" moeten worden ingevoegd na "waarvan de aard".

§ 2, Nederlands : de wettekst zegt "oorlogshandelingen".

Voetnoot.

Artikel 99 : artikel 62 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 99 (artikel 100 in het voorstel van de Raad).

§ 4, Nederlands en Frans : de verwijzing naar artikel 94 moet worden gewijzigd in "95".

§ 4, Nederlands : er moet een komma staan na "artikel 95".

Voetnoot.

Artikel 100 : artikel 63 van de wet van 8 maart 1962.

Artikel 100 (artikel 101 in het voorstel van de Raad).

Voetnoot.

Artikel 101 : artikel 64 van de wet van 8 maart 1962.

.../...

Artikel 101 (artikel 102 in het voorstel van de Raad).

Artikel 101 van het ontwerp is de herhaling van artikel 23 van de wet van 1 december 1976 die in werking is getreden de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, dat is op 15 december 1976.

In de §§ 1, eerste lid, en 2 van dat artikel 23 is sprake van "vóór het van kracht worden van deze wet". Voorgesteld wordt die woorden te vervangen door "vóór 15 december 1976".

In § 1, eerste lid, moet de verwijzing naar 6° worden vervangen door "7°" en de woorden "van dezelfde gecoördineerde wetten" door "van deze gecoördineerde wetten".

In § 2 bedoelt de wet van 1 december 1976 met de verwijzing naar "het vroegere artikel 12, § 1, 1°, van die wetten" de tekst welke zij zelf heeft vervangen door haar artikel 4. Voorgesteld wordt de woorden "het vroegere artikel 12, § 1, 1°, van die wetten" te vervangen door de woorden "artikel 12, § 1, 1°, van die wetten, dat van kracht was op 14 december 1976".

Voetnoot.

Artikel 102 : artikel 23 van de wet van 1 december 1976.

De voetnoten moeten worden aangevuld als volgt : "Zijn niet in de coördinatie opgenomen :".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch.HUBERLANT, staatsraden,

M. VERSCHELDEN, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J-B. CUYVERS, premier référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J-B. CUYVERS, eerste referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.